

## Comité 2xNON à l'arbitraire administratif et à l'exclusion

Waisenhausplatz 21  
3011 Bern  
Tel. 031 312 66 60  
[info@stopexclusion.ch](mailto:info@stopexclusion.ch)



Votations du 24 septembre 2006: conférence de presse nationale



Ueli Leuenberger,  
Conseiller national (GE), vice-président des Verts

### Non aux lex Blocher

Les deux lois sont l'aboutissement de plus de vingt ans de campagnes xénophobes, de campagnes de propagande quasiment permanentes de l'UDC blochérienne. Elles visent tout d'abord ceux qui cherchent protection en Suisse et, d'une manière plus générale, l'ensemble de nos concitoyennes et concitoyens sans passeport rouge à croix blanche qui vivent et travaillent dans notre pays. Ces campagnes ont passablement pourri le climat politique en Suisse et ont mené l'UDC d'un succès électoral à un autre.

Rappelons-nous que, dans les années 80, les campagnes haineuses de l'UDC et d'autres partis ont visé les réfugiés libanais, puis tamouls, puis kurdes et turcs. Par la suite, c'est au tour des ressortissants de l'ancienne Yougoslavie, originaires d'un pays en guerre, d'en faire les frais. Ces derniers servent encore aujourd'hui, avec les Africains, de boucs émissaires. D'une manière honteuse, mais certes habile, chaque fait divers impliquant des étrangers a été monté en épingle et exploité par les troupes blochériennes.

Pensant devoir singer l'UDC pour stopper leurs propres défaites électorales, et après avoir accueilli des nouveaux députés d'inspiration xénophobe dans leurs rangs, les responsables et élus radicaux et démocrates-chrétiens, à quelques honorables exceptions près, se sont malheureusement laissés entraîner dans la dérive populiste et xénophobe.

Blocher, avec l'aide de ses compagnons de lutte, a réussi à durcir d'une manière forte, à sa manière forte, le projet initial du Conseil fédéral. En violant par ailleurs le fonctionnement démocratique parlementaire établi. Il a fait passer ses propositions,

### 24 septembre: 2x NON à l'arbitraire administratif et à l'exclusion

**Grüne Schweiz, Solidarité sans Frontières SosF, FIMM Schweiz, Gewerkschaft Unia  
Comité romand 2 x NON (comités unitaires de FR, GE, JU, JU bernois, NE, VS et VD)**

Unterstützt von: AL-PdA-JAI, Amnesty International, Asylbrücke Zug, ATTAC, AvenirSocial, CEDRI, cfd Christlicher Friedensdienst, Christlich-Soziale Partei der Schweiz CSP, comedia – Die Mediengewerkschaft, Demokratische JuristInnen der Schweiz DJS, Europäisches Bürgerforum, Föderation der demokratischen ArbeiterInnen-Vereine DIDF, Föderation kurdischer Kulturvereine FEKAR, Juso Schweiz, Junge Grüne Schweiz, Partei der Arbeit PdA, Schweiz. ArbeiterInnen-Hilfswerk SAH, Schweiz. Gewerkschaftsbund SGB, Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS, Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs SIT, Travail.Suisse, Verband Personal öffentlicher Dienste VPOD

[www.doppelreferendum.ch](http://www.doppelreferendum.ch) / [www.double-non.ch](http://www.double-non.ch) / [www.leggestranieri-no.ch](http://www.leggestranieri-no.ch)

remaniant de fond en comble le projet initial du Conseil fédéral, sans pour autant présenter un nouveau message et sans fournir les explications nécessaires justifiant ces nouvelles modifications.

Au moment du vote final, l'année passée lors de la session d'hiver, une forte majorité bourgeoise du Parlement s'est rangée derrière l'UDC. Elle a dit OUI à ces deux lois iniques et offert ainsi une victoire éclatante au parti agrarien. L'image que je garderai toujours en mémoire est l'euphorie déclenchée dans le groupe du ministre de justice et police par le résultat de vote. Il fallait voir cette manifestation de joie exprimée par les députés UDC qui ont accueilli leur triomphe en applaudissant frénétiquement ! C'était à la limite de l'indécence pour ne pas dire plus.

L'initiative de l'UDC intitulée : « contre les abus dans le domaine de l'asile », lancée en pleine guerre de l'ancienne Yougoslavie, avait été refusée en 2002 par le peuple. A l'époque, le Parti radical et le Parti démocrate-chrétien s'y étaient opposés comme nous, en dénonçant une initiative extrémiste et inacceptable pour la Suisse. Les lois soumises au peuple le 24 septembre prochain reprennent ces mêmes propositions extrémistes et inacceptables, jadis dénoncées par les partis bourgeois.

Ces lois ne résoudre aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre société. Elles en créeront d'autres qui seront également utilisés par l'UDC comme nouveaux prétextes pour mener leurs habituelles campagnes électorales sur le dos des migrants dans notre pays.

Ces lois iniques n'ont pas de raisons d'être dans une Suisse qui se réfère aux valeurs démocratiques, qui abrite le siège de l'ONU, le Haut-commissariat pour les droits de l'Homme, le nouveau Conseil des droits de l'Homme, le Haut commissariat pour les réfugiés et le CICR.

Ueli Leuenberger,  
Conseiller national (GE), vice-président des Verts

**24 septembre: 2x NON contre la loi sur l'asile et la loi sur les étrangers**

Komitee 2x Nein zu Behördenwillkür und Ausgrenzung (AuG/AsylG)

Waisenhausplatz 21, 3011 Bern. Tel. 031 312 66 60 – info@doppelreferendum.ch –

[www.doppelreferendum.ch](http://www.doppelreferendum.ch) / [www.double-non.ch](http://www.double-non.ch) / [www.leggestranieri-no.ch](http://www.leggestranieri-no.ch)

